

ARRÊTÉ N°2020/011
PORTANT DELEGATION DE FONCTION
A MADAME MARIE-CLAUDE COLLET

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5219-2, L.5211-9 conférant au Président le pouvoir de déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.211-1 et suivants et L.213-1 et suivants concernant le droit de préemption urbain,

Vu la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,

Vu la délibération n°52 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune de Dugny de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,

Considérant qu'en application de l'article L.213-2 du code de l'urbanisme, l'ensemble des déclarations d'intention d'aliéner concernant les biens situés sur la commune de Dugny continuent d'être adressées en mairie de Dugny.

Considérant l'intérêt de simplifier l'instruction des déclarations d'intention d'aliéner afin de faciliter la prise de décision du Territoire,

Considérant que l'intérêt général et l'efficacité des services de l'établissement public territorial nécessitent de faciliter l'instruction des Déclarations d'Intention d'Aliéner par une délégation à Madame Marie-Claude COLLET pour effectuer l'ensemble des actes nécessaires à l'instruction et au suivi des déclarations d'intention d'aliéner concernant les biens situés dans les secteurs d'intérêt territorial identifiés sur le territoire de la commune de Dugny par la délibération n° 49 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,

Considérant qu'il est précisé que le Président demeure, seul compétent, pour exercer le droit de préemption urbain ou le droit de priorité,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Délégation est donnée à Marie-Claude COLLET, 7^{ème} Vice-Présidente, à l'effet de signer au nom du Président sous sa surveillance et sa responsabilité les documents suivants, sur la commune de Dugny au sein des secteurs d'intérêt territorial tel qu'ils sont définis par l'annexe à la délibération du conseil de territoire n°49 en date du 11 juillet 2020 :

- Les courriers de demandes d'informations complémentaires prévus par l'article R.213-7 du code de l'urbanisme ; les courriers de saisine des domaines ; les courriers relatifs à l'exercice de droit de visite prévus par l'article D.213-13-1 du code de l'urbanisme, ainsi que tous courriers et pièces nécessaires à l'instruction des déclarations d'intention d'aliéner et à la préparation des décisions de préemption ou de renonciation à préemption ;
- Les courriers de renonciation et de renvoi d'une déclaration d'intention d'aliéner concernant un bien soumis au droit de préemption urbain de l'établissement public territorial.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et publié au registre des arrêtés, son dispositif sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et sera publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol et une ampliation sera adressée au contrôle de légalité, à l'intéressée ainsi qu'au trésorier principal. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 27 JUL. 2020

Le Président

Notifié à l'intéressée le :

Spécimen de signature :



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200727-2020-011-AI
Date de télétransmission : 27/07/2020
Date de réception préfecture : 27/07/2020